

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1993, chapitre 58  
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ  
ET LES SERVICES SOCIAUX**

---

**Projet de loi 136**

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux

Présenté le 11 novembre 1993

Principe adopté le 1<sup>er</sup> décembre 1993

Adopté le 6 décembre 1993

**Sanctionné le 13 décembre 1993**

---

**Entrée en vigueur:** aux dates fixées par le gouvernement, sauf les dispositions des articles 530.11 à 530.15, 530.17, 530.19, 530.25, 530.26 et 530.30 édictés par l'article 1 et celles des articles 2 à 16 qui entreront en vigueur le 13 décembre 1993

---

**Loi modifiée:**

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)





## CHAPITRE 58

### Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux

[Sanctionnée le 13 décembre 1993]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

#### CHAPITRE I

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

c. S-4.2,  
aa. 530.1 à  
530.42, aj. **1.** La Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) est modifiée par l'insertion, après l'article 530, de ce qui suit:

##### «PARTIE IV.1

##### «DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES SUR LE TERRITOIRE VISÉ PAR LA LOI SUR LES VILLAGES NORDIQUES ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK

##### «TITRE I

##### «DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### «CHAPITRE I

##### «CHAMP D'APPLICATION

Établisse-  
ments visés **« 530.1** La présente partie s'applique aux établissements dont le siège est situé sur le territoire défini à l'article 2 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1) et à la régie régionale instituée pour ce territoire en application de l'article 530.25.

Dispositions  
applicables

«**530.2** Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux établissements et à la régie régionale visés par la présente partie sous réserve des dispositions particulières édictées par celle-ci.

Subdivision  
en secteurs

«**530.3** Le gouvernement peut subdiviser en secteurs le territoire visé par la présente partie.

## «CHAPITRE II

### «PLAINTES DES USAGERS

#### «SECTION I

##### «EXAMEN PAR L'ÉTABLISSEMENT

Membre du  
personnel

«**530.4** L'application de la procédure d'examen des plaintes visée à l'article 29 peut, de la façon prévue à cet article, être confiée à un membre du personnel de l'établissement qui n'est pas un cadre supérieur.

Établis-  
sement

«**530.5** En outre de ce qui est prévu à l'article 31, la procédure d'examen des plaintes permet à l'usager de porter plainte auprès d'un établissement visé à l'article 530.1 sur les services qu'il a reçus ou aurait dû recevoir d'un établissement dont le siège est situé ailleurs que sur le territoire visé par la présente partie.

Examen de  
la plainte

Dans ce cas, la personne responsable de l'application de la procédure d'examen des plaintes qui reçoit une telle plainte doit la transmettre avec diligence au cadre supérieur chargé de l'application de la procédure d'examen des plaintes de l'établissement concerné; celui-ci examine alors la plainte de la façon prévue aux articles 32 à 41 et communique avec la personne responsable qui doit informer l'usager avec diligence des suites qui ont été données à sa plainte.

Cadre supé-  
rieur

Par ailleurs, dans le cas où le cadre supérieur d'un établissement visé au premier alinéa reçoit directement la plainte d'un usager dont le lieu de résidence est situé sur le territoire visé par la présente partie pour des services qu'il a reçus ou aurait dû recevoir de cet établissement, il doit, après avoir avisé la personne responsable visée au deuxième alinéa, examiner la plainte de la façon prévue aux articles 32 à 41 et communiquer avec cette personne qui informe l'usager avec diligence des suites qui ont été données à sa plainte.

## « SECTION II

## « EXAMEN PAR LA RÉGIE RÉGIONALE

Membre du  
personnel

« **530.6** L'application de la procédure d'examen des plaintes visée à l'article 43 peut, de la façon prévue à cet article, être confiée à un membre du personnel de la régie régionale qui n'est pas un cadre supérieur.

Désaccord

« **530.7** L'usager qui a formulé une plainte par écrit dans l'une ou l'autre des situations prévues à l'article 530.5 peut, s'il est en désaccord avec les conclusions qui lui ont été transmises, adresser une plainte à la personne responsable de l'application de la procédure d'examen des plaintes de la régie régionale visée à l'article 530.25.

Transmis-  
sion de la  
plainte

Dans ce cas, la personne responsable doit, avec diligence, transmettre une telle plainte au cadre supérieur de la régie régionale concernée; celui-ci examine alors la plainte de la façon prévue aux articles 44 à 52 et communique avec la personne responsable qui doit informer l'usager avec diligence des suites qui ont été données à sa plainte.

Plainte au  
cadre supé-  
rieur

Par ailleurs, dans le cas où le cadre supérieur de la régie régionale visée au deuxième alinéa reçoit directement la plainte d'un usager dont le lieu de résidence est situé sur le territoire visé par la présente partie pour les motifs prévus au premier alinéa, il doit, après avoir avisé la personne responsable visée à cet alinéa, examiner la plainte de la façon prévue aux articles 44 à 52 et communiquer avec cette personne qui informe l'usager avec diligence des suites qui ont été données à sa plainte.

Endroit où  
loger la  
plainte

« **530.8** La personne dont le lieu de résidence est situé sur le territoire visé par la présente partie et qui est usager d'une ressource de type familial visée à l'article 310, qui utilise les services d'un organisme communautaire visé à l'article 334 ou qui est hébergée dans une résidence agréée aux fins de subventions visée à l'article 454 peut, lorsque le siège de cette ressource, de cet organisme ou de cette résidence est situé ailleurs que sur son territoire de résidence, adresser une plainte à la personne responsable de l'application de la procédure d'examen des plaintes de la régie régionale instituée pour ce territoire pour les services qu'elle a reçus ou aurait dû recevoir de cette ressource, de cet organisme ou de cette résidence.

Transmis-  
sion au  
cadre supé-  
rieur

Dans ce cas, la personne responsable doit, avec diligence, transmettre une telle plainte au cadre supérieur de la régie régionale concernée; celui-ci examine alors la plainte de la façon prévue aux articles 73 à 76 et communique avec la personne responsable qui doit

informer le plaignant avec diligence des suites qui ont été données à sa plainte.

Examen

Par ailleurs, dans le cas où le cadre supérieur de la régie régionale visée au deuxième alinéa reçoit directement la plainte d'une personne pour l'une ou l'autre des situations mentionnées au premier alinéa, il doit, après avoir avisé la personne responsable visée à cet alinéa, examiner la plainte de la façon prévue aux articles 73 à 76 et communiquer avec cette personne qui informe le plaignant avec diligence des suites qui ont été données à sa plainte.

### « SECTION III

#### « EXAMEN PAR LE COMMISSAIRE AUX PLAINTES

Bénéficiaire  
de la  
Convention  
de la Baie  
James

« **530.9** Lorsque le commissaire aux plaintes examine la plainte d'une personne qui est un bénéficiaire de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et dont le domicile est situé sur le territoire visé par la présente partie, il doit être assisté d'une personne, nommée par le gouvernement sur recommandation de l'Administration régionale Kativik. Cette dernière personne doit être un bénéficiaire de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Le gouvernement fixe son traitement ou ses honoraires ainsi que ses autres conditions de travail.

### « SECTION IV

#### « ASSISTANCE PAR UN ORGANISME

Assistance  
aux usagers

« **530.10** Malgré l'article 54, le ministre doit, après consultation de la régie régionale, des comités d'usagers des établissements et des associations intéressées du territoire, confier à un ou plusieurs organismes ou regroupements de personnes oeuvrant sur le territoire le mandat d'assister et d'accompagner, sur demande, les usagers qui désirent porter plainte en application des articles 530.5 à 530.9.

## « CHAPITRE III

### « ORGANISATION DES ÉTABLISSEMENTS

#### « SECTION I

##### « FORMATION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Établisse-  
ments visés

« **530.11** Un conseil d'administration est formé pour administrer chaque établissement dont le siège est situé sur le territoire visé par la présente partie.

Protection  
de l'enfance

«**530.12** Le ministre peut permettre que chacun des établissements exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse.

## « SECTION II

## « COMPOSITION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Composition

«**530.13** Un conseil d'administration est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou de leur nomination :

1° une personne élue par une assemblée formée des habitants de chaque municipalité de village nordique dont le territoire est compris dans un secteur visé à l'article 530.3 et sur lequel est situé le siège de l'établissement ;

2° quatre personnes élues par et parmi les personnes qui travaillent pour l'établissement ou qui exercent leur profession dans tout centre exploité par l'établissement, les personnes élues devant toutefois être titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, être membres de corporations professionnelles différentes ;

3° une personne élue par les membres du comité des usagers de l'établissement ;

4° deux personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 3° et choisies l'une après consultation d'organismes représentatifs des milieux communautaires et l'autre après consultation d'organismes représentatifs du milieu scolaire ;

5° le directeur général de l'établissement.

Procédure  
d'élection

«**530.14** Le ministre détermine, par règlement, la procédure qui doit être suivie pour l'élection des personnes visées au paragraphe 1° de l'article 530.13. La régie régionale détermine, par règlement, la procédure qui doit être suivie pour l'élection des personnes visées aux paragraphes 2° et 3° de l'article 530.13. Ces règlements doivent prévoir que les élections auront lieu tous les trois ans, au mois d'octobre.

Nomination

Une fois complétée l'élection des membres visés aux paragraphes 1° à 3° de l'article 530.13, ceux-ci doivent, dans les 30 jours suivants, procéder à la nomination des membres visés au paragraphe 4° de l'article 530.13.

Nomination

«**530.15** Si l'élection ou la nomination d'un membre en vertu de l'article 530.13 n'a pas lieu, la régie régionale fait la nomination au plus

tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'élection ou la nomination devait avoir lieu.

**Contestation** « **530.16** Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission des affaires sociales une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu de l'article 530.13.

**Dispositions applicables** Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 148 s'appliquent alors.

**Membre du conseil d'administration** « **530.17** Une personne qui travaille pour un des établissements visés à l'article 530.1 ou qui exerce sa profession dans l'un des centres exploités par un tel établissement ne peut qu'à ce titre être élue membre du conseil d'administration de cet établissement. Elle peut, à d'autres titres, être élue ou nommée membre du conseil d'administration de tout autre établissement.

**Vacance** « **530.18** Toute vacance survenant après l'élection ou la nomination d'un membre d'un conseil d'administration doit être portée à la connaissance de la régie régionale et être comblée de la manière prévue à l'article 156 en remplaçant toutefois, dans le paragraphe 1° du premier alinéa, la référence aux articles 129 à 132 par une référence à l'article 530.13.

### « SECTION III

#### « FONCTIONNEMENT DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

**Moyens de participation** « **530.19** En outre de ce qui est prévu à l'article 164, les membres d'un conseil d'administration peuvent, en cas d'urgence et si les deux tiers des membres sont d'accord, participer à une séance du conseil à l'aide de moyens permettant aux participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Les participants sont alors réputés avoir assisté à la séance.

**Remboursement des dépenses** « **530.20** Les membres d'un conseil d'administration sont indemnisés, conformément au règlement pris par ce conseil, de la perte de revenu qu'entraîne leur présence aux séances du conseil. Ils ont également le droit d'être remboursés, conformément à ce règlement, des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions.

**Territoire visé** Ce règlement doit tenir compte des conditions qui prévalent sur le territoire visé par la présente partie et de celles qui suivent :

1° les séances du conseil d'administration doivent se tenir, dans la mesure du possible, à des dates fixées de façon à éviter les conflits avec les heures de travail rémunérées des membres et de façon à leur faire profiter de moyens de transport commodes et économiques;



2° si, malgré ce qui est prévu au paragraphe 1°, un membre subit une perte de revenu, le conseil d'administration peut l'en indemniser sur demande pourvu que les trois conditions suivantes soient remplies:

a) que le territoire où se tient la séance ne soit pas celui de la municipalité que le membre représente en application du paragraphe 1° de l'article 530.13 ni celui de la municipalité où il réside normalement;

b) que le membre travaille pour son propre compte ou dans des conditions qui l'empêchent de toucher une rémunération lorsqu'il est absent pour assister à ces séances;

c) que la perte de revenu soit certaine et non seulement probable.

Approbation Ce règlement doit être soumis à l'approbation du ministre.

Fréquence des réunions « **530.21** Le conseil d'administration d'un établissement se réunit au moins cinq fois par année.

#### « SECTION IV

##### « DIRECTEUR GÉNÉRAL

Dispositions non applicables « **530.22** Les deuxième et troisième alinéas de l'article 193 ne s'appliquent pas au directeur général d'un établissement.

#### « SECTION V

##### « CONSEILS

Comité d'auxiliaires « **530.23** Le conseil des infirmières et infirmiers institué pour un établissement en application de l'article 219 n'est pas tenu de constituer le comité d'infirmières et infirmiers auxiliaires visé à l'article 223.

Conseil multidisciplinaire « **530.24** Le conseil multidisciplinaire institué pour chaque établissement en application de l'article 226 est composé de toutes les personnes qui exercent pour l'établissement des fonctions reliées directement aux services de santé, aux services sociaux, à la recherche ou à l'enseignement.

Exception Toutefois, un médecin, un dentiste ou un pharmacien ne fait pas partie du conseil multidisciplinaire. De même, une infirmière ou un infirmier ne fait pas partie de ce conseil lorsqu'un conseil des infirmières et infirmiers est institué pour l'établissement.

## « CHAPITRE IV

## « RÉGIE RÉGIONALE

## « SECTION I

## « INSTITUTION DE LA RÉGIE RÉGIONALE

Territoire visé « **530.25** Le gouvernement institue une régie régionale pour le territoire visé par la présente partie.

Dispositions non applicables « **530.26** Les articles 418 à 430 concernant l'assemblée régionale ne s'appliquent pas et les références faites à une telle assemblée au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 340, au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 343 et au premier alinéa des articles 346 et 347 ne s'appliquent pas.

Dispositions non applicables Les articles 367 à 370 concernant la commission médicale régionale ne s'appliquent pas et les références faites à une telle commission au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 340, à l'article 359 et au premier alinéa de l'article 361 ne s'appliquent pas.

## « SECTION II

## « FONCTIONNEMENT

Séance d'information « **530.27** La régie régionale doit tenir, une fois par année, une séance publique d'information à laquelle est invitée à participer la population et au cours de laquelle tout établissement qu'elle convoque doit répondre aux questions qu'elle pose sur sa gestion.

Priorités de services De plus, la régie doit alors présenter à la population ses priorités régionales en matière de services de santé et de services sociaux ainsi que son rapport annuel d'activités.

Moyens de participation « **530.28** En outre de ce qui est prévu à l'article 411, les membres du conseil d'administration peuvent, en cas d'urgence et si les deux tiers des membres sont d'accord, participer à une séance du conseil à l'aide de moyens permettant aux participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Les participants sont alors réputés avoir assisté à la séance.

Disposition applicable « **530.29** L'article 530.20 s'applique aux membres du conseil d'administration de la régie régionale.

## « SECTION III

## « CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition « **530.30** Le conseil d'administration de la régie régionale est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur nomination :

1° un représentant nommé par chaque municipalité de village nordique dont le territoire est compris dans le territoire visé à l'article 530.1;

2° le directeur général de chaque établissement ainsi qu'une autre personne nommée par les membres des conseils d'administration de chacun de ces établissements et choisie parmi les personnes visées au paragraphe 1° de l'article 530.13;

3° un conseiller régional nommé par le conseil d'administration de l'Administration régionale Kativik;

4° le directeur général de la régie régionale.

Nomination  
des  
membres

« **530.31** Le ministre détermine, par règlement, la procédure qui doit être suivie pour la nomination des membres visés aux paragraphes 1° à 3° de l'article 530.30. Ce règlement doit prévoir que les nominations auront lieu tous les trois ans au mois de novembre.

## « SECTION IV

## « DIRECTEUR GÉNÉRAL

Dispositions  
non appli-  
cables

« **530.32** Les deuxième et troisième alinéas de l'article 414 ne s'appliquent pas au directeur général de la régie régionale.

## « TITRE II

## « CONTINUITÉ DES PERSONNES MORALES

## « CHAPITRE I

## « LES ÉTABLISSEMENTS

Existence  
continué

« **530.33** Tout établissement qui constitue une personne morale en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) et dont le siège est situé sur le territoire visé par la présente partie continue son existence et est réputé, à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), être un établissement constituant une personne morale en vertu de la présente loi.

Effets  
continus

Les droits, obligations et actes de cet établissement ne sont pas touchés par la continuation. Ils demeurent en vigueur et conservent leurs effets dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi.

Soins de  
courte  
durée

« **530.34** L'établissement continué qui exploitait un centre hospitalier de la classe des centres hospitaliers de soins de courte durée est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exercer des activités propres à la mission d'un centre hospitalier appartenant à l'une ou l'autre des classes prévues à l'article 85 et déterminées par le ministre.

Soins de  
longue  
durée

« **530.35** L'établissement continué qui exploitait un centre hospitalier de la classe des centres hospitaliers de soins de longue durée est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exercer des activités propres à la mission d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée.

Centre de  
réadaptation

« **530.36** L'établissement continué qui exploitait un centre d'accueil de la classe des centres d'accueil de réadaptation est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exercer des activités propres à la mission d'un centre de réadaptation appartenant à l'une ou plusieurs des classes prévues à l'article 86 et déterminées par le ministre.

Centre de  
services  
sociaux

« **530.37** L'établissement continué qui exploitait un centre de services sociaux est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exercer des activités propres à la mission d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse.

Lettres  
patentes  
supplémentaires

« **530.38** Afin d'effectuer les modifications conséquentes à l'application des articles 530.34 à 530.37, des lettres patentes supplémentaires sont délivrées conformément à l'article 322.

Changement  
de conseils  
d'adminis-  
tration

« **530.39** À compter de l'entrée en vigueur des articles 530.33 à 530.37, les établissements visés à l'article 530.33 cessent d'être administrés par les conseils d'administration formés en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit et deviennent administrés par les premiers conseils d'administration formés en vertu de l'article 3 de la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1993, chapitre 58).

## « CHAPITRE II

## « LA RÉGIE RÉGIONALE

Plan de  
transfert

« **530.40** La régie régionale détermine avec l'Administration régionale Kativik un plan de transfert et d'intégration des fonctionnaires de l'Administration régionale Kativik qui sont affectés à l'exercice des fonctions qui seront dévolues à la régie régionale, le tout selon les conditions et modalités déterminées par le ministre. Ce plan est soumis à l'approbation du ministre.

Aide néces-  
saire

« **530.41** Le ministre s'assure que la régie régionale reçoit les renseignements et l'aide nécessaires pour la mise en oeuvre et l'exécution du plan visé à l'article 530.40.

Règlement  
des diffé-  
rends

Il statue sur tout différend opposant la régie régionale et l'Administration régionale Kativik, sauf les différends en matière de transfert et d'intégration d'employés membres d'une association accréditée au sens du Code du travail ou d'employés pour lesquels un règlement du gouvernement prévoit déjà un recours particulier.

Transfert de  
droits et  
d'obligations

« **530.42** Le conseil de la santé et des services sociaux institué pour le territoire visé par la présente partie en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit et existant le (*indiquer ici la date du jour précédant celui de l'entrée en vigueur du présent article*) cesse d'exister sur ce territoire à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*). À cette dernière date, les droits et obligations du conseil de la santé et des services sociaux deviennent, sans autre formalité, les droits et obligations de la régie régionale et celle-ci exerce toutes les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi.

Fonctions  
continué

À cette même date, les fonctionnaires de l'Administration régionale Kativik qui étaient affectés à l'exercice des fonctions qui sont dévolues à la régie régionale deviennent des membres du personnel de la régie régionale conformément au plan de transfert et d'intégration établi à cette fin, sous réserve, quant aux salariés au sens du Code du travail et aux associations accréditées pour les représenter, des dispositions de ce Code. ».

c. S-4.2,  
a. 620, mod.

**2.** L'article 620 de cette loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « et le territoire du Conseil Kativik de la santé et des services sociaux ».

## CHAPITRE II

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

## SECTION I

FORMATION DES PREMIERS CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS  
PUBLICS

- Formation**      **3.** Les premiers conseils d'administration des établissements visés à l'article 530.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux sont formés conformément aux dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, sous réserve des dispositions particulières prévues par la présente section.
- Mesures**      Le ministre est chargé de prendre les mesures requises afin qu'il soit procédé à la formation de ces conseils le plus tôt possible après l'institution de la régie régionale instituée par l'article 530.25 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Procédure d'élection**      **4.** La procédure d'élection qui doit être suivie pour les élections des personnes visées aux paragraphes 2° et 3° de l'article 530.13 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est déterminée par règlement du ministre. Celui-ci peut, dans ce règlement, confier au conseil de la santé et des services sociaux visé à l'article 530.42 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux des fonctions liées à la procédure d'élection et qui auraient normalement été exercées par la régie régionale visée à l'article 3.
- Publication**      Le règlement pris en vertu du présent article n'est pas soumis à l'obligation de publication et au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les règlements. Il en est de même du premier règlement pris par le ministre en application du premier alinéa de l'article 530.14 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Date d'élection**      **5.** Le ministre détermine le jour et le mois où doivent être tenues les élections visées à l'article 4.
- Nomination par le ministre**      **6.** Le ministre nomme une personne qui est considérée être la personne élue par le comité des usagers en vertu du paragraphe 3° de l'article 530.13 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Cette nomination doit avoir lieu au plus tard à la date déterminée par le ministre en application de l'article 4.



Nominations par le ministre	<b>7.</b> Le ministre exerce le pouvoir de nomination attribué à la régie régionale dans les cas prévus à l'article 530.15 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Durée du mandat	<b>8.</b> Le mandat des membres des premiers conseils d'administration des établissements s'étend, malgré l'article 149 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, jusqu'au mois d'octobre de l'année qui suit celle du deuxième anniversaire de la formation des conseils d'administration.
Requête en contestation	<b>9.</b> Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission des affaires sociales une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu de la présente section.
Audition	La Commission a juridiction exclusive pour entendre une telle requête.
Présomption	Une requête en contestation ou annulation d'élections présentée en vertu du présent article est réputée être une requête présentée en vertu du paragraphe <i>f</i> de l'article 21 de la Loi sur la Commission des affaires sociales.
Dispositions applicables	Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 148 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux s'appliquent dans ce cas.

## SECTION II

## FORMATION DU PREMIER CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA RÉGION RÉGIONALE

Formation	<b>10.</b> Le premier conseil d'administration de la régie régionale visée à l'article 3 est formé conformément aux dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, sous réserve des dispositions particulières prévues par la présente section.
Mesures	Le ministre est chargé de prendre les mesures requises afin qu'il soit procédé à la formation de ce conseil le plus tôt possible après l'institution de la régie régionale.
Publication	<b>11.</b> Le premier règlement pris par le ministre en application de l'article 530.31 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux n'est pas soumis à l'obligation de publication et au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les règlements.
Durée du mandat	<b>12.</b> Le mandat des membres du premier conseil d'administration de la régie régionale s'étend, malgré l'article 530.31 de la Loi sur les

services de santé et les services sociaux, jusqu'au mois de novembre de l'année qui suit celle du deuxième anniversaire de la formation du conseil d'administration.

### SECTION III

#### DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Fonctions  
continué

**13.** La personne qui, à la date de l'entrée en vigueur de l'article 530.39 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, occupe le poste de directeur général d'un établissement visé à l'article 530.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux continue d'occuper son poste jusqu'à l'expiration de son contrat.

Fonctions  
continué

La personne qui, à la date de l'entrée en vigueur de l'article 530.42 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, occupe le poste de directeur général du conseil de la santé et des services sociaux visé à cet article 530.42 devient, à cette même date, le directeur général de la régie régionale visée à ce même article, jusqu'à l'expiration de son contrat.

Poste vacant

**14.** Les normes édictées par règlement du gouvernement pris en vertu de l'article 507 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux qui doivent être suivies pour la sélection, la nomination, l'engagement, la rémunération et les autres conditions de travail des directeurs généraux s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque le poste de directeur général d'un établissement ou du conseil régional visé à l'article 13 devient vacant.

### SECTION IV

#### DISPOSITIONS DIVERSES

Dispositions  
transitoires

**15.** Le gouvernement peut, par règlement, adopter toutes autres dispositions transitoires permettant de suppléer à toute omission pour assurer l'application du présent chapitre le plus tôt possible après l'institution de la régie régionale en vertu de l'article 530.25 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Publication

Tout règlement pris en vertu du présent article n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements et, malgré l'article 17 de cette loi, entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Un tel règlement peut toutefois, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure à celle de l'institution de la régie régionale.



Sommes  
requises

**16.** Les sommes requises pour l'application du présent chapitre sont déterminées par le ministre de la Santé et des Services sociaux et doivent être prises sur les revenus prévus dans le budget de chaque établissement public et du conseil de la santé et des services sociaux existants, selon les modalités déterminées par le ministre.

### CHAPITRE III

#### DISPOSITION FINALE

Entrée en  
vigueur

**17.** Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates fixées par le gouvernement, sauf celles des articles 530.11 à 530.15, 530.17, 530.19, 530.25, 530.26 et 530.30 édictés par l'article 1 et celles des articles 2 à 16 qui entreront en vigueur le 13 décembre 1993.